

GB : l'immigration massive, leg du gouvernement travailliste

Après les statistiques de l'immigration très [décevantes](#) pour le gouvernement libéral-conservateur de David Cameron (2010-2015), le site Migration Watch UK, a publié le 5 mars 2015 une [étude](#) sur le bilan en matière d'immigration du parti travailliste, au pouvoir de 1997 à 2010.

Le **bilan** de la politique du **parti travailliste** a clairement été **l'immigration de masse**. L'immigration nette en 13 ans (1997-2010) de gouvernement travailliste (T. Blair puis G. Brown) a été de **3,6 millions d'individus**. C'est quatre fois plus que pendant les 13 années précédentes. C'est l'équivalent des cinq plus grandes villes britanniques à part Londres : Birmingham, Leeds, Glasgow, Sheffield et Bradford. Ce chiffre ne tient pas compte de l'immigration illégale.

L'étude tente de déterminer s'il s'est agi d'une politique délibérée ou d'une défaillance. Elle conclut à la conjonction des deux causes. La volonté de promouvoir l'immigration à la fois ouvertement et, peut-être davantage encore, « hors écran radar » a conduit au chaos.

L'analyse montre clairement toute une série de décisions prises pour affaiblir la maîtrise de l'immigration, avec peu de débat public sur les conséquences et en se passant de l'accord de la population.

Ceci pourrait expliquer pourquoi aucune de ces mesures n'a jamais été annoncée dans les trois professions de foi du parti travailliste au cours de cette période.

Les principales décisions furent les suivantes :

- Suppression en 1998 de la vérification de sortie du territoire britannique pour les immigrés extra-européens. A partir de là, il n'y a plus eu de possibilité de savoir qui s'était maintenu (illégalement) dans le pays. Cette décision combinée à un relativement faible nombre de reconduites aux frontières signifiait le renoncement à dissuader le séjour clandestin sur le territoire britannique ;
- Libéralisation de l'immigration de travail : les visas de travail furent multipliés par quatre ;
- Immigration étudiante multipliée par cinq et des dizaines de milliers de faux étudiants

autorisés à venir en GB. Nombre de ces étudiants sont restés en GB légalement ou pas.

-

Abolition de la règle du premier motif. Cette règle obligeait les candidats au mariage avec un citoyen britannique à démontrer que leur motivation principale n'était pas d'immigrer au Royaume Uni.

-

Refus d'imposer des contrôles transitoires aux citoyens des 8 nouveaux entrants dans l'UE en 2004 : République Tchèque, Pologne, Hongrie, Slovaquie, Slovénie, Estonie, Lettonie, Lituanie. Il a conduit à une des plus vastes migrations en temps de paix en Europe : la population originaire de ces 8 pays augmenta de 170.000 en 2004 à 805.000 en 2010. En 2015, elle a atteint 1,1 million.

Le parti travailliste a ouvert de nouveaux droits à l'asile, mais n'a assuré la reconduite que du tiers des déboutés, discréditant le système de l'asile et encourageant les déboutés du droit d'asile à se maintenir illégalement sur le territoire britannique.

S'agissant des raisons sous-jacentes à ces mesures non préalablement annoncées, certains membres du parti travailliste voulaient changer complètement la nature de la société, en la rendant beaucoup plus multiculturelle. D'autres furent découragés d'exprimer leurs craintes en public de peur d'être considérés comme racistes. Beaucoup craignaient une réaction d'activistes locaux. Par conséquent, la politique menée a dérivé, jusqu'à ce qu'il soit trop tard pour maîtriser les flux migratoires.

En fait, l'étude ne trouve aucun indice selon lequel la direction du parti travailliste aurait compris l'inquiétude de la population au sujet du volume de l'immigration. Aucune preuve non plus qu'elle ait la moindre intention sérieuse de le réduire. Le ministre de l'intérieur du cabinet fantôme a déjà indiqué que le parti travailliste n'avait aucun objectif en termes d'immigration nette maximale en cas de victoire aux élections législatives du 7 mai 2015.

Lord Green of Deddington, président de Migration Watch UK commente à ce sujet :

« C'est un exemple fascinant mais particulièrement triste de la manière dont un groupe déterminé a réussi à manipuler la politique d'immigration, tout en dissuadant les oppositions avec des allégations mensongères de racisme.

Rien ne prouve que le parti travailliste ait désormais la volonté politique de réduire les flux d'immigration de manière significative, bien au contraire. Quelles que soient les déclarations des dirigeants du parti actuellement, les pressions des groupes pro-immigration à l'intérieur et autour d'un éventuel prochain gouvernement travailliste conduiraient très probablement à ce que les portes soient à nouveau grandes ouvertes à l'immigration. »